

Guy Rocher

sociologue, Université de Montréal

(1994)

“Le défi éthique dans un contexte social et culturel en mutation”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy Rocher, "**Le défi éthique dans un contexte social et culturel en mutation**". Un article publié dans **Philosopher**, revue de l'enseignement de la philosophie au Québec, no 16, 1994, pp. 11-26.

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 15 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres.]



Courriel : guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 28 août 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

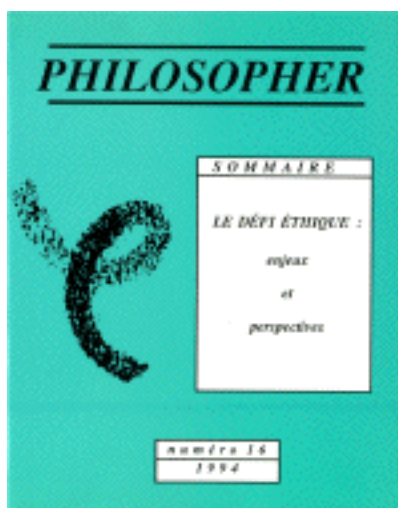
Introduction

- I. La montée de la classe moyenne
- II. Le désenchantement du monde et de l'histoire
- III. La mutation des rapports sociaux
- IV. La fragmentation des sphères de la vie

Guy Rocher

Sociologue, Université de Montréal

“Le défi éthique dans un contexte
social et culturel en mutation”.



Un article publié dans **Philosophe**, revue de l'enseignement de la philosophie au Québec, no 16, 1994, pp. 11-26.

Guy Rocher

“Le défi éthique dans un contexte social et culturel en mutation”.

Un article publié dans *Philosopher*,
revue de l'enseignement de la philosophie au Québec,
no 16, 1994, pp. 11-26.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Mesdames, messieurs, chers collègues, chers amis. Si j'ai eu l'impardonnable faiblesse d'accepter le grand risque d'ouvrir avec vous ce colloque, ce n'est pas seulement à cause d'un manque de sagesse de ma part ou à cause du fait que je n'ai pas pris le temps de lire ou relire le petit *Traité de la prudence* de Thomas d'Aquin !

J'ai accepté pour d'autres raisons, peut-être plus positives. Tout d'abord, je suis un vieux professeur, un vieil enseignant et j'ai la plus grande sympathie et la plus grande amitié pour ceux qui pratiquent le même métier que moi. Lorsqu'on me propose de parler à des professeurs, il m'est bien difficile de ne pas accepter. Au surplus, le directeur du département de philosophie, monsieur Bodéus, parlait du pont entre ces deux archipels : le collège et l'université. Il y a un petit texte que je trouve très beau d'un vieux sociologue allemand du début du siècle, Georg Simmel, un petit texte sur « la porte et le pont ». Il montre comment la porte, si elle s'ouvre, peut toujours se refermer. Elle permet de s'isoler, elle sert à éviter les autres. En revanche, le pont est là pour demeurer ouvert : il est fait pour être traversé et pour établir la communication. J'ai donc beaucoup de sympathie et d'admiration pour ce pont, établi entre philosophes de l'université et du collège.

Mais il est un autre pont encore. Je ne suis ni philosophe, ni éthicien. C'est en sociologue, dans la perspective et avec la vieille déformation professionnelle du sociologue, que je vais essayer de parler d'éthique à des philosophes, de franchir

le pont entre les sciences sociales et la philosophie. Il se trouve que, depuis quelques années, je suis engagé, avec des collègues et des étudiants, dans des projets de recherche dont je peux dire qu'ils portent sur ce qu'on peut appeler la sociologie de l'éthique. C'est-à-dire que nous avons pris l'éthique et le droit et d'autres formes de normativité comme objet d'étude. Non pas en éthiciens, encore une fois, mais comme chercheurs qui s'intéressent à différentes formes de régulation sociales, à différentes formes de normativité dans la société.

C'est ainsi que je me suis intéressé à l'éthique, de l'extérieur en quelque sorte, mais en essayant en même temps de la comprendre de l'intérieur. C'est donc à partir d'un ensemble de réflexions que je me suis trouvé à faim avec mes équipes de recherche et mes étudiants au cours des dernières années que je vais essayer de vous présenter quelques idées ou quelques orientations de pensée d'un sociologue devant l'éthique.

J'ai essayé d'organiser ma présentation autour de quatre grands thèmes, pour tenter de clarifier un peu certaines choses. Ces grands thèmes, je les donne tout de suite : ce sont ceux de la montée de la classe moyenne, du désenchantement du monde et de l'histoire, de la mutation des rapports sociaux et, enfin, de la fragmentation des zones de vie.

I. La montée de la classe moyenne

[Retour à la table des matières](#)

L'on observe dans nos sociétés, surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un grand réaménagement des classes sociales. D'abord, la quasi-disparition de la classe rurale, qui a fondu comme neige au soleil. Si longtemps majoritaire dans l'histoire de toutes les sociétés humaines, la classe rurale est aujourd'hui presque disparue. En même temps, on observe une réduction considérable de la classe ouvrière due aux transformations techniques du travail industriel et manufacturier. Cette réduction de la classe ouvrière et la quasi-disparition de la classe rurale ont été compensées par l'accroissement et une sorte d'inflation de ce que l'on appelle la classe moyenne. On en parle souvent au pluriel, les classes moyennes, étant donné que cette classe moyenne n'est pas aussi unitaire que, par exemple, l'aristocratie ou que l'ancienne classe rurale. C'est aussi parce qu'elle est complexe, la classe moyenne, qu'on en parle souvent au pluriel. Le phénomène de l'ascension sociale d'ouvriers, d'artisans, d'anciens agriculteurs, qui sont entrés

dans cette classe moyenne, est peut-être le phénomène le plus frappant du 20^e siècle. Un grand nombre d'entre nous, dans cette salle, sommes les fils et les filles ou les petits-enfants de ces fermiers et artisans, qui avons accédé à cette classe moyenne. Et aujourd'hui, la classe moyenne, c'est nous, les enseignants, les fonctionnaires, les petits bureaucrates, les grands bureaucrates, les professionnels de différentes natures, les annonceurs de radio et de télévision, les artistes : c'est cela, la classe moyenne.

Ce que je veux surtout souligner, c'est que cette montée de la classe moyenne s'accompagne d'une hégémonie de la mentalité de la classe moyenne. Et c'est ici que l'on rejoint des questions d'éthique. Car la mentalité de la classe moyenne, on peut la simplifier en disant qu'elle se caractérise d'abord par un fort individualisme : dans l'esprit et la mentalité de la classe moyenne, chacun est libre de sa montée sociale, chacun doit avoir une suffisante liberté d'action pour bénéficier de la mobilité sociale. L'affirmation de soi fait donc partie de l'esprit d'entreprise qui caractérise la classe moyenne ; elle est aussi la motivation qui inspire le besoin d'ascension sociale. En second lieu, la classe moyenne se caractérise par une mentalité utilitaire : dans la perspective de la classe moyenne, on instrumentalise tout en fonction de soi, de ses besoins, de ses désirs, ce qui permet de se réaliser comme individu, de monter, de se cultiver, de s'enrichir, etc. Et finalement, troisième trait de cette mentalité de classe moyenne : le goût de la consommation, le besoin de la consommation, le plaisir de la consommation.

Je reviendrai tout à l'heure sur ce troisième trait. Commençons par parler des deux premiers : l'individualisme et l'utilitarisme. Cette valorisation de soi, de sa personne, de son succès, du succès de sa vie, cet esprit d'individualisme, de défense et d'affirmation de ses droits et de ses privilèges, nous les avons exprimés avec le plus de clarté dans la Charte des droits et libertés de la personne. Je crois que c'est là que nous avons déposé tout ce que comporte notre mentalité de classe moyenne. Avec tout le respect qu'on doit à cette Charte, je dis qu'elle est la Bible de la classe moyenne.

Cette hégémonie de la mentalité de la classe moyenne dans la société contemporaine implique un certain nombre de défis éthiques. Tout d'abord, à travers cet individualisme, il me semble que l'éthique doit chercher à retrouver le sens de la personne, qui est souvent occulté et disparu sous ce que l'individualisme présente de réducteur lorsqu'il s'unit à l'utilitarisme. Un sens de la personne, non pas dans la perspective libérale ou « néo-libérale », mais dans son sens profondément humaniste. Par exemple, la notion de la dignité de la personne que l'on a inscrite dans la Charte des droits et libertés, ce sont des juristes qui s'en sont emparés, ce sont des juges qui nous disent ce qu'elle est. Pourtant, c'est là un thème de réflexion philosophique et éthique qui mérite aujourd'hui d'être repris par la philo-

sophie, si l'on ne veut pas abandonner toute l'éthique aux juristes. Il est important de ne pas compter que sur le droit pour nous dire ce qu'est la dignité de la personne. Et pourtant, c'est ce qui se passe en ce moment. Heureusement, un certain nombre de philosophes se sont intéressés à la question de l'individu, de la personne, du personnalisme. Vous les connaissez : Isaiah Berlin ou Louis Dumont, ou encore remontons à Emmanuel Mounier avec son personnalisme ou notre concitoyen Charles Taylor avec son éthique de l'authenticité. Mais il y a un profond écart entre la réflexion philosophique et le discours des juristes. C'est là, me semble-t-il, un premier défi important à relever devant ce grand mouvement, ce grand vent d'individualisme qui accompagne notre temps moderne et qui exprime notre mentalité de classe moyenne.

Un autre défi consiste à contrebalancer l'accent mis sur l'individu par un retour aux solidarités, trop souvent oubliées d'ailleurs. Car ce que l'on peut observer depuis quelques décennies, c'est un déclin des solidarités, je dirais même une éclipse de certaines solidarités. Déclin des solidarités syndicales, à travers la grande crise que traverse le syndicalisme ; déclin des solidarités politiques avec le désintéret que l'on connaît à l'endroit de la politique ; déclin des solidarités familiales avec ce que l'on appelle parfois la crise de la famille ; déclin des solidarités religieuses. Ainsi, la notion du Corps mystique du Christ, par exemple, qui était notre théologie quand j'étais jeune militant de l'Action catholique, cette idée de la grande communauté des croyants qui transcendait l'espace et le temps, ce communautarisme théologique est comme disparu ou en tout cas mis en veilleuse.

Il y a lieu, dans une réflexion éthique, d'opérer un retour sur ces solidarités, surtout avec les jeunes. Car l'individu, si on veut reprendre le thème de l'individu, ne se fait pas dans le vide social. L'individu se fait à travers et par les réalités contemporaines qui l'entourent. Il y a en particulier trois grands thèmes qui méritent d'être développés sous l'angle de la solidarité, particulièrement peut-être avec des jeunes. C'est d'abord le thème de la démographie galopante du monde contemporain et du 21^e siècle, avec la surpopulation du globe et surtout une surpopulation déséquilibrée car elle se manifesterait surtout dans les pays les moins développés alors qu'il y aura une démographie déclinante dans les pays plus développés. Ces déséquilibres dans la démographie du monde vont obliger les pays développés à penser de plus en plus autrement leurs rapports avec les pays sous-développés. Ce sont des réalités bien concrètes qui vont affecter toute notre perspective sur l'immigration et sur les réfugiés, car il y a maintenant non seulement des réfugiés politiques, mais des réfugiés alimentaires.

Deuxièmement, la mondialisation et la continentalisation s'inscrivent dans notre vision du monde à travers les médias d'information qui, aujourd'hui, rapprochent de nous tout ce qui se passe dans le monde, que ce soit en Bosnie, au Ga-

bon, au Zaïre, en Haïti. On vit maintenant au rythme de tout ce qui se passe dans le reste du monde, à l'heure même où les choses s'y passent. Enfin, un troisième thème qui est toujours sensible chez les jeunes, c'est celui de l'environnement, menacé à la fois par notre démographie galopante, par l'industrialisation massive et par les effets de cette industrialisation.

Ces trois thèmes font appel aux solidarités sous l'angle de la responsabilité. Cette notion de responsabilité me semble une notion éthique à reprendre et redévelopper, en insistant peut-être sur un aspect que j'ajoute, celui de la dette culturelle que chaque individu contracte en venant au monde et en vivant. Personne n'existe comme individu et comme personne sans avoir une immense dette à l'endroit de sa famille, son environnement, son milieu, sa société, ses aïeux, son patrimoine, ses ancêtres, bref tous ceux qui l'ont précédé. Cette idée de dette, cette idée que nous sommes des débiteurs, il me semble que c'est une idée qui doit être de plus en plus développée pour contrer la marée de l'individualisme. Nous parlons souvent de l'individu, de la personne comme si elle s'était faite toute seule, comme si elle n'était pas un être sociologique. Le discours éthique doit prendre la personne dans sa totalité humaine et morale, comme individu et comme être social, comme responsable de sa vie et comme débiteur d'un héritage immémorial.

L'autre trait de la mentalité des classes moyennes auquel je veux m'attarder, c'est celui de la consommation. Ce trait est particulièrement marqué depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, par suite de la grande prospérité que cette longue et par ailleurs terrible guerre nous a apportée. Une prospérité qui est aujourd'hui menacée mais qui reste ancrée dans nos mentalités, sous la forme d'un besoin sans cesse croissant de biens. Il fut un temps où la consommation que les sociologues ont étudiée était plutôt la consommation que l'on a appelée ostentatoire, qu'on appelait en anglais « conspicuous consumption ». C'est celle qui se caractérise par l'étalage de biens de prestige : voiture coûteuse, vêtements signés, décoration intérieure fastueuse, etc. Il y a eu des études décrivant la consommation que faisaient les riches pour faire montre de leur richesse, ou même les moins riches pour manifester qu'ils étaient plus riches qu'ils ne l'étaient en réalité. Mais aujourd'hui, ce que l'on observe, ce n'est plus la consommation ostentatoire - elle existe toujours, bien sûr, - mais ce qu'on observe surtout, c'est ce que j'appellerais la consommation gourmande, la consommation boulimique. C'est la consommation du « ce n'est jamais assez » : les deux autos à la porte, la maison de campagne, les vacances en Floride, le système de son de plus en plus perfectionné, les restaurants, beaucoup de jouets pour les enfants. On peut aussi la décrire comme la consommation du « toujours de plus en plus ».

Dans cette perspective, le chômage est devenu psychologiquement plus dramatique que jamais, parce qu'il atteint notre besoin boulimique de consommation.

Il y a quelques jours, j'étais chez un commerçant de bois dans les Laurentides et j'entendais deux constructeurs qui parlaient des effets du chômage. Ils disaient : « Qu'est-ce qui va arriver ? Tout le monde va avoir des systèmes de son et tout le reste. Qu'est-ce qui va nous arriver ? Ça va être le règne du travail au noir ». Le travail au noir : voilà une des conséquences. Le chômage se dissout, essaie de disparaître dans le travail au noir. Et puis, il y a le travail des jeunes que vous connaissez bien. Parmi nos étudiants, il n'y en a presque plus qui ne consacrent pas plusieurs heures par semaine à un emploi rémunéré. Parfois c'est pour des besoins réels ; mais la plupart du temps, c'est pour le système de son, la motocyclette, les vacances, même l'automobile.

Et finalement, l'endettement. Nous sommes presque tous endettés. Grâce à la carte de crédit, dont nous sommes presque tous des détenteurs, nous nous endettons. Je parlais tout à l'heure de la dette à l'endroit du patrimoine mais ici, c'est de l'endettement financier dont il est question : ce n'est plus la même chose ! Nous sommes passés de la dette culturelle à la dette financière. Et ce qui est le plus extraordinaire, c'est ce paradoxe fantastique qui veut que la consommation soit devenue une vertu dans la pensée économique capitaliste contemporaine parce que la santé de l'économie capitaliste dépend de la consommation. Plus nous consommons, plus nous contribuons à la richesse collective, plus nous contribuons à la prospérité. C'est quand nous gardons l'argent dans notre poche que nous sommes déviants. Dépensez, faites vivre l'économie ! C'est ce que nous propose la publicité : non seulement dépenser ce qu'on a, mais dépenser ce qu'on n'a pas. Hypothéquez l'avenir, voyagez maintenant et payez plus tard ! Une conséquence qui en résulte, c'est l'apparition de la violence. On fait souvent grand état de la violence dans les écoles. Mais celle-ci n'est que le reflet de la violence dans la société. Violence multiforme : à la maison, dans la rue, sur les lieux de travail. Violence physique et violence symbolique. Et cette violence, elle est très largement le fruit empoisonné de la société de consommation. Pourquoi sommes-nous violents dans la société ? C'est parce qu'on n'a pas assez d'argent, c'est parce que, étant en chômage, il nous faut encore de l'argent : tout coûte cher - surtout la drogue ! - il faut toujours plus d'argent pour combler tous nos besoins. La violence qui nous entoure, c'est une violence de consommateurs frustrés.

Il y a donc de grands défis éthiques qui sont posés par une société dominée par le goût de la consommation. Tout d'abord, il y a toute une réflexion à reprendre et à continuer sur le rapport entre l'être humain et les biens sur l'avoir et l'être. Une réflexion qui s'inscrit finalement dans ce que la philosophie et l'éthique ont de plus profond, c'est-à-dire la recherche sur le sens de l'existence humaine. Est-ce que toute notre existence humaine trouve son seul sens dans la consommation ? ou la vie humaine n'a-t-elle pas d'autres sens, à travers et au-delà de cette consommation ?

Et puis, deuxièmement, il y a aussi une importante réflexion à faire sur la répartition inégale des biens. La société de consommation semble fonctionner comme si les biens étaient répartis également, alors qu'en réalité l'on continue à observer aujourd'hui des écarts toujours croissants entre ceux qui peuvent consommer et ceux qui sont de plus en plus frustrés de ne pas consommer comme ils le voudraient et comme les autres continuent à le faire. D'où cette question de la justice sociale comme thème majeur de réflexion éthique de cette société dite libérale et capitaliste. Cela est particulièrement important au moment où les modèles socialistes connaissent une éclipse, laissant le champ libre au libéralisme trompeusement triomphant.

Et puis troisième défi qui relève autant de la sociologie que de l'éthique, c'est celui de faire éclater les illusions de la publicité. Cette société de consommation baigne dans la publicité. Et la publicité est vicieuse car elle paraît s'adresser à chacun de nous alors qu'en réalité elle s'adresse au moi perdu dans la masse. La publicité s'adresse à une masse de « moi » où chacun est un numéro dépersonnalisé. Et elle s'adresse au moi à quel titre ? Au moi comme consommateur, comme porteur de cartes de crédit C'est ce moi qui intéresse la publicité. Je ne suis pas contre la publicité ; elle existe, il faut vivre avec elle. Mais il faut aussi la démythifier. Il faut en faire émerger les illusions et la tromperie. C'est une des fonctions de la réflexion menée dans un cours de sociologie ou d'éthique peut remplir : rendre les jeunes plus conscients de ce que la publicité a de mensonger, d'illusoire et de dangereux quand on ne la regarde pas d'un oeil critique.

II. Le désenchantement du monde et de l'histoire

[Retour à la table des matières](#)

Passons maintenant au deuxième thème annoncé au début de mon exposé : celui que j'ai appelé le désenchantement du monde et de l'histoire, en utilisant la formule de Max Weber. Celui-ci a développé l'idée qu'avec le progrès de la science et puis aujourd'hui de la techno-science, on a assisté à un recul et à un déclin des mythologies, des religions, des grandes certitudes, des fois et des valeurs antérieures. Dieu est mort scientifiquement : les habitants du Spoutnik avaient claironné qu'ils ne l'avaient pas vu dans l'espace, donc qu'il n'existait pas. Le ciel est vide : les astronautes l'ont dit. Voilà le désenchantement du monde par

la techno-science, en ce qui a trait aux grandes pensées spirituelles. J'ajoute à cela cependant d'autres formes de désenchantement qui me semblent liées à cette idée du désenchantement du monde.

Et d'abord, le désenchantement de l'histoire. Depuis quelques années, nous sommes entrés dans une période où nous assistons à la perte des idéologies à tendances eschatologiques. Le marxisme connaît une grande éclipse, les socialismes ont plus ou moins réussi. Ils renaissent mais en essayant de prendre des habits de la société libérale et capitaliste. Plus précisément, ce que l'on connaît aujourd'hui c'est la fin de l'espoir en des lendemains qui chantent, comme on disait il y a quelques années. On ne croit plus aujourd'hui que la société de demain sera nécessairement bien meilleure. Il n'y a plus d'espoir dans le « grand soir » d'une révolution finale et définitive. Il faut vivre maintenant avec l'idée que l'avenir sera à peu près comme aujourd'hui, qu'on ne pourra mieux faire dans l'avenir., La crise de l'État-providence fait aussi partie de ce désenchantement : avec l'État-providence, on avait cru améliorer la société. On est allé à peu près aussi loin qu'on a pu. On ne croit plus qu'on pourra faire mieux ; on craint même de faire moins bien.

Deuxièmement, désenchantement à l'endroit de la science. Après avoir causé le désenchantement du monde, la science est elle-même objet de désenchantement en ce sens qu'on reconnaît et admet que la science peut avoir des effets pervers : de cela, on a beaucoup parlé. Mais surtout, si la science apporte des connaissances, elle n'apporte pas de réponse aux grandes interrogations humaines. Il ne faut pas non plus en attendre d'elle. Plus la science progresse, plus la technique avance, plus s'agrandissent et se multiplient les zones d'incertitude. C'est un des plus grands paradoxes dans le monde de la connaissance. Je vous en donne un exemple : le monde de la santé connaît un développement technique et scientifique, mais peut-être surtout technique, considérable depuis trente ou quarante ans. La pratique de la médecine a complètement changé avec l'avènement de toute une technologie nouvelle qui fait que l'on bénéficie aujourd'hui de possibilité de diagnostics, de pronostics et de traitements comme jamais auparavant. Mais en même temps, il est frappant de constater comment avec ce progrès technique l'incertitude médicale est plus grande que jamais. Les décisions médicales étaient plus simples à prendre autrefois quand on n'avait pas tant de techniques. Aujourd'hui les médecins et infirmier(e)s font face à de grands dilemmes médicaux : dilemmes professionnels, dilemmes éthiques. D'où la grande demande d'éthique dans le monde de la santé, devant les possibilités d'acharnement thérapeutique, les options d'euthanasie, la technique qui fait vivre des prématurés ne pesant même pas une livre, les possibilités immenses de vieillissement.

S'est installé, avec ce désenchantement de la science, une sorte d'état de doute. Les incertitudes se sont multipliées et nous sommes entrés dans le règne du doute.

Le doute est beaucoup plus courant que les certitudes ; la zone de doute dans nos vies est beaucoup plus grande qu'elle ne l'a jamais été. Le doute religieux s'est répandu dans notre milieu, vidant presque les églises, sans pour autant cependant tuer la quête du religieux, comme on peut le constater chez un bon nombre de jeunes. Le doute politique : on doute de ce que la politique peut maintenant faire. On ne croit plus que la politique ait la possibilité de sauver l'économie, comme on a pensé dans les années 60-70 qu'elle pouvait faire. Le doute sur l'avenir économique : la crise et le chômage qui se prolongent et ne paraissent plus se résorber ont engendré une profonde désillusion sur le succès économique. Le doute moral finalement, qui est de plus en plus installé.

Dans cette perspective, finalement, j'ajoute un dernier désenchantement, le désenchantement de l'économie. La plus grande mutation que notre société contemporaine a connue, c'est sans doute la mutation économique. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, où de nouvelles structures économiques sont en train de se mettre en place, dont on ne sait vraiment pas comment elles vont se développer. Une série de grands changements sont en cours : c'est la révolution informatique dans le monde industriel ; ce sont les économies nationales maintenant englobées dans des économies continentales et mondiales ; c'est la remise en question du rôle de l'État dans la vie économique ; c'est l'endettement collectif de toutes les nations. C'est enfin et surtout un chômage structurel, permanent dont souffre une très forte proportion de l'humanité contemporaine. Il n'y a plus de stabilité économique. L'idée de la prospérité générale, on n'y croit plus. On observe au contraire des écarts grandissants entre riches et pauvres, entre possédants et défavorisés, entre le Nord et le Sud.

Cet état des choses pose certains grands défis éthiques. Dans l'état d'incertitude et de doute dans lequel nous vivons, le droit est maintenant apparu comme un des substituts à la morale. C'est dans le droit que s'est réfugiée la morale. C'est le droit qui maintenant nous dit ce qui est bien et mal. Vous, éthiciens, êtes en train de vous faire dépasser par la droite - je dis bien par la droite ! - c'est-à-dire par les juristes. Où réglons-nous nos problèmes moraux ? Chez les législateurs à qui nous demandons une législation sur l'avortement, sur l'euthanasie. Qui allons-nous interroger pour obtenir réponse à nos grandes questions morales ? Les tribunaux. C'est là que collectivement et individuellement nous demandons la solution à nos dilemmes moraux. Le seul consensus moral qui maintenant peut nous réunir, c'est dans et par le droit qu'il s'effectue. Ce sont les juges et les législateurs, mal préparés pour jouer ce rôle d'ailleurs, qui agissent comme guides moraux. L'éthique est en train de dériver vers le droit. Ce qui fait la terrible force du droit, c'est qu'il est simple en comparaison de l'éthique. Il n'engage pas en une réflexion en profondeur, il n'a pas de préoccupation ontologique, il n'a pas de doute métaphysique. Cela entraîne une grande crise de signification de la vie. Car, en der-

nière instance, ni le droit ni la science n'apportent de réponse à ce que nous sommes venus faire sur cette terre ni à ce que nous voulons être, ni aux interrogations spirituelles de notre temps.

En conséquence de ce que je viens de dire, un grand thème de réflexion éthique devra être celui de la liberté. Comment apprenons-nous à vivre la liberté qu'aujourd'hui nous sommes, en quelque sorte, obligés d'assumer ? Que faisons-nous de cette liberté ? Qu'est-elle pour nous ? En ce moment, c'est le droit qui nous parle de notre liberté, qui nous dit que nous avons une marge d'autonomie : même si nous sommes très malades, terriblement handicapés, nous avons encore droit à notre consentement éclairé. Il est heureux que le droit nous parle maintenant ainsi, que le droit ait incorporé l'idée d'un être humain libre et responsable. Mais il ne faut pas laisser le seul droit nous dire ce qu'est la liberté humaine : les sciences sociales et la philosophie doivent y joindre leur voix.

Il y a à cela une raison que je trouve impérieuse : l'acceptation de la liberté et l'éducation à la liberté sont les choses les plus difficiles à réaliser. Je garde toujours en mémoire la fameuse légende du Grand Inquisiteur dans *Les Frères Karamasov* de Dostoïevski. Le Grand Inquisiteur explique comment les hommes - on dit les Hommes dans *les Frères Karamasov*, on ne parlait pas des femmes ! - les hommes demandent la liberté, mais elle leur paraît si difficile à vivre, ils en ont tellement peur qu'ils sont tout de suite prêts à l'abandonner et à déposer tout ce que la liberté suppose de responsabilités entre les mains de celui qui leur dira quoi faire avec la liberté. C'est le rôle du Grand Inquisiteur d'assumer la liberté dont les autres ont peur : il représente la liberté, mais la liberté dont il a dépossédé ceux qui ne savent en user. Dans le monde libre d'aujourd'hui, rien n'est à craindre comme le retour du Grand Inquisiteur, toujours prêt à s'emparer de la liberté de ceux qui la lui abandonnent.

III. La mutation des rapports sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Je passe maintenant au troisième thème, que j'ai appelé la mutation des rapports sociaux. J'entends par là que tout un ensemble de nouveaux modes de rapports sociaux sont apparus dans nos sociétés au cours des dernières années. Le plus important de tous est sans doute celui qui concerne les nouveaux rapports sociaux entre hommes et femmes. Nous assistons là à un grand changement de

civilisation. On en constate les effets dans notre système d'enseignement : il n'y a pas longtemps, un professeur d'université n'enseignait presque qu'à des garçons alors que nous enseignons maintenant à des majorités de filles. La même chose dans les collèges et Cégeps. Et la même chose s'en vient dans les professions, le monde des affaires, la politique. Il s'agit donc d'un profond rééquilibrage qui se produit dans les anciens rapports de pouvoir que les hommes avaient établis avec les femmes et, du côté des femmes, c'est la rééducation de ce que les marxistes auraient appelé leur fausse conscience, celle qui justifiait et légitimait la domination mâle.

Autre important changement, celui qui se produit dans les rapports entre citoyens, avec l'arrivée d'immigrants de plus en plus nombreux et qui vont continuer à arriver et avec l'arrivée des réfugiés. Nos sociétés, nos pays prennent conscience qu'il n'y a presque pas de pays au monde qui peut se déclarer unitaire. Presque tous les pays maintenant ont des minorités ethniques et linguistiques plus ou moins considérables. C'est notre cas. Nous vivons, particulièrement dans la région de Montréal, dans une société où nous côtoyons dans l'autobus, dans le métro, dans nos salles de cours, dans nos hôpitaux, des citoyens canadiens et québécois originaires des quatre coins du monde et parlant une multitude de langues.

J'ajouterais encore comme autre changement de rapports sociaux la montée personnes du troisième et du quatrième âge. Avec le vieillissement de la population, nous faisons face à une présence de plus en plus grande de personnes âgées dont nous ne savons pas que faire, qui causent un grand problème à nos familles. Quelle famille aujourd'hui est capable de prendre en charge une personne âgée : la vieille tante, la grand-maman, la vieille mère, le vieux père ? Tout un réseau de centres d'accueil a été mis en place pour relayer la famille. Mais quel isolement ressentent la plupart de ces personnes âgées ! Quelle solitude chez elles ! Que de tristesse chez les personnes âgées ! Que de suicides aussi ! On le sait maintenant : les personnes âgées représentent le deuxième groupe le plus susceptible de se suicider après les jeunes. Le nombre de suicides des personnes âgées va certainement aller en augmentant. Par conséquent, nos rapports avec les personnes âgées sont devenus très problématiques et nous allons devoir les repenser. Nous avons des relations agréables avec les grands-parents aussi longtemps que les grands-parents sont agréables. Mais quand les grands-parents sont devenus un peu gâteux, quand ils ont été placés en centre d'accueil, quand ils sont devenus un peu perdus, nous nous éloignons des grands-parents. Il y a là une grande brisure du tissu social.

Voilà donc tout un ensemble de nouveaux rapports sociaux qui vont faire problème à la fois sur le plan micro-sociologique et sur le plan macro-sociologique. Sur le plan microsociologique : dans nos rapports interindividuels avec des étu-

dians qui viennent de pays dont on ne connaît pas très bien la culture ; dans nos rapports avec les personnes âgées ; dans les rapports entre hommes et femmes. Sur un plan microsociologique, nous avons donc à apprendre toute une série de nouveaux rapports sociaux. Et en même temps sur le plan collectif : ces changements appellent en effet de nouvelles politiques de l'immigration, de nouvelles règles concernant les réfugiés, de nouvelles politiques sociales touchant les personnes âgées, les différentes formes de la famille contemporaine, l'apparition et l'émergence de nouveaux droits collectifs.

Cela fait surgir un nouveau thème éthique, celui de la différence humaine. C'est un thème que je trouve extrêmement riche. Depuis quelques années, la philosophie et la sociologie d'inspiration féministe, en particulier aux États-Unis, ont beaucoup travaillé ce thème de la différence analysé du point de vue de la femme. En quoi la femme est-elle différente ? Les différences entre l'homme et la femme ne sont-elles que culturelles ou ont-elles des fondements biologiques ? Voilà une interrogation qui est courante dans un certain nombre d'écrits féministes américains. Mais cette notion de différence ne s'applique pas qu'au féminisme ; elle vaut aussi pour nos rapports avec les communautés culturelles, avec les personnes âgées, avec les étudiants, dans les relations de travail. La reconnaissance et le respect de la différence humaine devient de nos jours un thème majeur de réflexion éthique.

IV. La fragmentation des sphères de la vie

[Retour à la table des matières](#)

Et finalement, quatrième thème que je voulais aborder, celui que j'appelle de la fragmentation des sphères de vie et de culture. C'est un trait dominant de la société contemporaine qu'elle soit devenue, comme on le dit parfois dans des écrits, hypercomplexe. Remarquez que les anthropologues manifestent beaucoup de résistance lorsque nous disons que la société moderne est hypercomplexe, car ils nous disent que les sociétés archaïques qu'ils étudient sont aussi très complexes, même hypercomplexes avec leur système de parenté. Je les crois volontiers. Mais je continue à dire que si les sociétés archaïques sont hypercomplexes, la nôtre l'est aussi à sa manière. En particulier, un des traits de la modernité, c'est le fait d'une fragmentation sociale et culturelle comme on n'en avait peut-être jamais connue dans l'histoire de l'humanité. Ainsi, dans la société contemporaine, le droit s'est progressivement autonomisé, il s'est détaché de la morale, détaché des

religions, détaché du politique. Il y a pas si longtemps, le pouvoir politique avait la haute main sur les tribunaux et le dernier mot dans les jugements. De même, la morale s'est autonomisée de la religion, des religions. Nos familles, nos foyers ont gagné leur autonomie par rapport à la parenté. Nos familles nucléaires, comme on les appelle maintenant en sociologie, se sont émancipées de la vaste parenté dans laquelle elles étaient intégrées auparavant. Nos ménages sont devenus des ménages de consommation et non plus de production : la production et la consommation se sont séparées. Nous ne produisons plus ce que nous consommons. L'école s'est emparée de l'éducation et elle s'est autonomisée par rapport à la famille. la professionnalisation fragmente notre marché du travail, le développement scientifique fragmente nos disciplines et entraîne la départementalisation de nos collèges, de nos universités.

Il y a à cette fragmentation certaines conséquences qui me paraissent importantes pour l'éthique. Tout d'abord, voilà qu'on voit apparaître une professionnalisation de l'éthique. Vous êtes des professionnels de l'éthique, de l'enseignement de l'éthique, de la pratique de l'éthique. Il y a là un piège de la professionnalisation, le piège de l'enfermement dans une profession. On peut bien sûr y voir une reconnaissance de l'éthique. Mais en même temps on la départementalise.

Or, cette départementalisation a un double effet. D'un côté, elle peut enfermer l'éthicien dans son éthique savante, celle qui a rapport aux livres et aux doctrines de la morale philosophique ou même théologique. De l'autre côté, la fragmentation de nos savoirs a comme effet d'amener les différentes professions à engendrer leur propre éthique professionnelle à partir de leur expérience pratique, indépendamment de l'éthique savante et même parfois explicitement au mépris de l'éthique savante. Par exemple, à l'occasion de recherches que notre équipe a menées dans les hôpitaux, nous avons eu l'occasion de constater que, devant les grands dilemmes touchant la vie et la mort de patients, la plupart des médecins et infirmier(e)s se réfèrent à une éthique foncièrement individuelle, qu'on peut peut-être appeler circonstancielle : c'est l'éthique du cas par cas, éclairée par l'expérience professionnelle et l'expérience de vie des médecins et infirmier(e)s sur la base desquelles ils construisent un certain consensus pratique dans chaque unité de soins. On observe ainsi des éthiques départementales, variables d'une unité de soins à l'autre. C'est là une forme bien réelle de la fragmentation culturelle de notre civilisation moderne, qui rejoint directement l'éthique.

L'exemple que je viens de donner concerne ce qu'on appelle couramment la bioéthique clinique. Le même phénomène s'observe sur le plan de l'éthique collective touchant l'allocation des ressources à l'intérieur des hôpitaux et entre les hôpitaux. Avec la rationalisation de l'administration, on a produit des règles d'allocation des ressources qui remplacent heureusement l'arbitraire d'autrefois. Mais ces

règles de nature administrative tiennent lieu d'éthique, elles évitent la réflexion éthique. Car ces règles ont institué la justice de procédure, celle que l'on instaure quand on a des règles claires, connues, transparentes et qui sont suivies. Mais la justice de procédure entraîne et cache des injustices : elle demeure basée sur des rapports de pouvoir et des rapports de force dans l'élaboration et l'application des règles. Il règne donc une certaine justice, mais imparfaite et parfois illusoire : la justice de procédure n'est pas la justice distributive, elle ne peut en tenir lieu. Le résultat, c'est qu'on attribue à des règles administratives le statut de règles éthiques ; la simplicité de la justice de procédure évite de s'engager dans une réflexion sur les exigences de la justice distributive.

Le défi qui se pose dans ce cas, comme dans bien d'autres, porte sur le statut de l'éthique. C'est là-dessus que je vais terminer. Il me semble que si l'on regarde cette société en mutation et les problèmes nouveaux qu'elle pose, l'éthique fait face à des défis de contenu : réflexion sur la personne humaine, sur la liberté, sur la responsabilité, sur la justice. Mais plus fondamentalement cette société en mutation remet en question le statut même de l'éthique. Où l'éthique se situe-t-elle maintenant ? Quelle conception de l'éthique a-t-on ? Il me semble qu'on est en danger d'identifier l'éthique à la régulation. Éthique et régulation, est-ce que c'est la même chose ? Je crains fort, pour ma part, que l'on ait bâtarisé l'éthique en la réduisant à une fonction régulatrice de la société. A mes yeux, l'éthique est bien plus une réflexion qu'une régulation. Ce danger est d'autant plus grand que le droit est le grand concurrent de l'éthique. Il y a danger que l'éthique subisse l'influence de la mentalité juridique qui est dominante et omniprésente dans la société moderne et que, pour mieux jouer la concurrence, elle se veuille l'égal du droit en matière de régulation, qu'elle aille faire concurrence au droit sur le terrain du droit.

Et dans cette même perspective, il y a un dernier point que je soulève. Cette prépondérance de la régulation risque aussi d'entraîner l'éthique dans le vent du *political correctness* que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire dans cette poussée d'éthique puritaine qui s'est emparée de l'Amérique depuis un certain nombre d'années. Plus on sent et craint le vide moral et plus on sent la demande de morale, plus on risque d'être entraîné dans des excès de régulation qui se prennent pour de la vertu et pour de la pureté morale. Aux États-Unis, on est toujours un peu excessif : on s'est engagé sur les campus américains dans une morale de ce qu'ils appellent le multiculturalisme (qui n'est pas celui du Canada), qui représente une autre forme de fragmentation culturelle dont je parlais tout à l'heure, sous la bannière d'une nouvelle éthique.

Le sociologue que je suis a peut-être été paradoxal : au lieu de mettre en lumière les grands courants et les grands mouvements de pensée d'aujourd'hui, j'ai

insisté sur des idées qui sont à contre-courant. C'est que je crois profondément que l'éthique contemporaine doit aller à contre-courant des grands courants qui nous emportent. Elle doit ramer dans le sens inverse, vers l'amont, plutôt que de se laisser aller en aval. Car la sociologie nous enseigne une chose importante : s'il est vrai qu'il est plus facile d'aller dans les sens des grands courants d'une époque, les grands mouvements de l'avenir sont ceux qui vont à contre-courant.

Guy Rocher
Université de Montréal

Fin du texte